

Le petit frère sera né, lui, comme une lettre à la poste et sans compromettre la carrière de sa "payse de mère". La mère en question devra d'ailleurs, dans bien des cas, prêter main forte à celle de ses voisines issue de multiples et savantes combinaisons génétiques, qui a, dans la foulée, oublié de faire du lait !

En quels termes doivent se poser les paramètres de la rentabilité ? Est-ce en gagnant de l'argent ou en n'en perdant pas ? Est-il indispensable, pour être compétitif, d'acheter les kg de viande ou de lait supplémentaires qui transformeront le triste indigène en agriculteur dynamique ?

Là réside le fond du problème et le droit à l'existence des "races rustiques" en général.

Le sujet a été abordé X fois, par des personnes beaucoup plus qualifiées que moi. Il n'est pourtant pas usé puisque la cause n'a pas encore été tout à fait entendue...

On peut considérer que les P.B.* ont une dette avec les races en question puisqu'ils ont participé activement à leur déclin, et de façon gratuite dans bien des cas. Il s'agit de savoir clairement si l'Etat souhaite "recoller les morceaux" du vestige des races bovines pyrénéennes. Dans l'affirmative, les mesures proposées dans les documents joints doivent être prises avant que les derniers sujets soient livrés au boucher, c'est-à-dire au plus vite.

* P.B. : pouvoirs publics